**CONSEIL REGIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS
DE BOURGOGNE
1 Rue Musette 21000 DIJON**

**CHAMBRE DE DISCIPLINE
n° 139/2011**

**Audience du 15 octobre 2012
Décision rendue publique par affichage le 12 novembre 2012**

Le conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Bourgogne, siégeant le 15 octobre 2012 à 14 H 30, en audience publique tenue à Dijon, 1 rue Musette, et constitué en chambre de discipline conformément aux dispositions de l'article L. 4234-3 du code de la santé publique sous la présidence de M. Michel CHARLIER, président honoraire du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, nommé à cette fonction par arrêté du vice-président du Conseil d'Etat en date du 12 septembre 2011 ;

Vu la décision du 5 octobre 2010 du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens annulant la décision du 29 décembre 2008 par la laquelle la chambre de discipline du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Rhône-Alpes a prononcé, à l'encontre de M. X, la sanction de l'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée de six mois, ainsi que les deux décisions du 20 décembre 2007 par lesquelles le Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Rhône Alpes a décidé de traduire M. X en chambre de discipline et a renvoyé, devant le Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Bourgogne, l'examen des plaintes formées à l'encontre de M. X le 10 septembre 2007 par le Directeur Régional des affaires sanitaires et sociales de Rhône Alpes et le 11 octobre 2007 par le Président du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Rhône-Alpes ;

Vu le procès-verbal de réception de M. X établi le 12 mars 2012 par Mme RA, rapporteur ;

Vu la décision, en date du 14 mai 2012, du conseil régional de l'ordre des pharmaciens de Bourgogne de traduire M. X en chambre de discipline, pour y répondre des faits qui lui sont reprochés dans la plainte et de ceux éventuellement relevés dans le rapport établi à la suite de cette plainte ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2012 du Président de la chambre de discipline de céans fixant la date de la clôture de l'instruction de l'affaire au 7 septembre 2012 ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie des pharmaciens figurant aux articles R. 4235-1 à R. 4235-64 ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 15 octobre 2012 :

- le rapport de Mme RA, lu par M. RB ;
- les observations de Me Bembaron pour M. X et celui-ci en ses explications ;
- M. X ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Considérant que par une décision du 19 décembre 2006 le Conseil national de l'ordre des pharmaciens a infligé à M. X la sanction de l'interdiction d'exercer la pharmacie pour une durée de quatre mois dont deux mois avec sursis et fixé la période d'interdiction ferme d'exercer la pharmacie du 1er mai au 30 juin 2007 ;

Considérant que le 12 juin 2007 le pharmacien inspecteur régional de Rhône-Alpes et un pharmacien inspecteur de santé publique ont effectué un contrôle de l'interdiction d'exercer la profession de pharmacien prononcée à l'encontre de M. X ; que ces deux inspecteurs ont relevé que M. X avait réalisé des actes propres à la profession de pharmacien en commandant des médicaments durant cette période d'interdiction, en portant un badge indiquant sa profession de pharmacien et enfin, en se faisant remplacer sur une faible partie du temps d'ouverture de sa pharmacie ;

Considérant en premier lieu qu'il est constant que lors de la visite de contrôle du 12 juin 2007, M. X n'était pas présent au comptoir, mais dans son bureau où selon sa déclaration, telle qu'elle est rapportée par les inspecteurs, il effectuait des tâches administratives parmi lesquelles la commande de médicaments ; qu'il a toutefois soutenu, ensuite, qu'il se bornait à commander des produits de parapharmacie dont la vente constitue la moitié du chiffre d'affaires de son officine et, à l'appui de cette affirmation, produit au pharmacien rapporteur un agenda ne faisant apparaître que des rendez-vous avec des laboratoires de parapharmacie ; qu'en conséquence, et sans qu'il soit besoin de rechercher si le fait de passer une commande de médicaments est un acte d'exercice de la profession de pharmacien, l'existence de telles commandes n'est pas établie ;

Considérant, en deuxième lieu, que la circonstance que M. X ait laissé apposé sur une veste qu'il portait lorsqu'il s'est présenté aux pharmaciens inspecteurs un badge indiquant sa qualité de pharmacien ne constitue pas une preuve qu'il en exerçait la profession ;

Considérant, en troisième lieu que M. X ne conteste pas que le pharmacien recruté pour une durée hebdomadaire de 35 heures pour le remplacer n'a pas effectué, au cours du mois de mai, la totalité de cet horaire et qu'en raison de la défaillance du deuxième pharmacien qui devait être recruté, son remplacement n'a pas été entièrement effectué malgré l'augmentation provisoire du temps de présence des deux pharmaciens-adjoints attachés à l'officine ; que, toutefois, cette circonstance ne démontre pas que M. X ait effectué des actes relevant de sa profession de pharmacien pour pallier cette insuffisance de présence ;

Considérant enfin, que s'il résulte de l'ensemble des faits sus-analysés que M. X n'a pas mis tout en œuvre pour faire apparaître qu'il respectait, sans contestation possible l'interdiction qui lui avait été faite d'exercer la profession de pharmacien, le plaignants n'apporte pas la preuve, qui lui incombe, qu'il ait réellement effectué des actes réservés à cette profession durant cette période d'interdiction.

DECIDE

Article 1^{er} : La plainte formée à l'encontre de M. X le 10 septembre 2007 par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Rhône Alpes est rejetée ;

Article 2 : La présente décision sera notifiée à M. X, au Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé de Rhône-Alpes, au ministre de la Santé et au président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Affaire examinée à la séance du 15 octobre 2012 où siégeaient:

- voix délibératives

M. Michel CHARLIER Président - Mme Dominique ANSEMANT - M. Xavier BOURDY-DUBOIS -
Mme Michèle COURTIAL - M. Laurent DAVENNE - M. Thierry GAUDRIAULT - M. Eric GENTIEN
- M. Stéphane LEBRETON - M. Jean-Olivier MARIANI - M. Gérard PASDELOUP - M. Philippe
SERIOT

Le président honoraire de tribunal
administratif
président
de la chambre de discipline
Michèle CHARLIER
Signé

Aux termes du dernier alinéa de l'article L 4234-15 du code de la santé publique, cette décision est susceptible d'appel devant le conseil national de l'Ordre des pharmaciens dans le mois qui suit sa notification. L'appel doit être motivé.